

Spécial rencontres ESS

Rencontres transfrontalières de l'économie sociale et solidaire

LE DOSSIER

« L'ESS est le poisson-pilote d'une autre économie »

Le 17 novembre prochain, les premières Rencontres transfrontalières de l'économie sociale et solidaire (ESS) réuniront à Uni Mail 300 acteurs du « Grand Genève » autour de quatre thématiques-clé pour l'agglomération franco-valdo-genevoise : l'emploi, l'économie verte, l'agriculture de proximité et le logement.

Co-fondateur d'Après-GE, Chambre genevoise de l'ESS, Christophe Dunand souligne à la fois le dynamisme de la région en la matière et la nécessité de partager ses pratiques et d'en faire émerger de nouvelles.

L'économie sociale et solidaire (ESS) est une réalité restée longtemps cachée de l'économie suisse. La constitution récente des Chambres genevoise, puis vaudoise, de l'ESS (Après-GE et Après-VD), rend progressivement plus visibles les entreprises sociales, les coopératives et les SA à but lucratif limité. Le chemin est encore long et parsemé d'embûches, tant l'idée que la maximisation du profit, comme unique moteur de l'économie, a colonisé les esprits.

Nous n'avons pas d'autres choix que d'évoluer vers une économie plus sociale et plus écologique. L'économie de demain sera constituée d'entreprises de l'ESS et d'entreprises

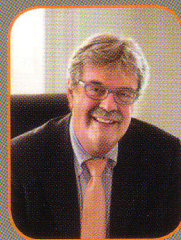
commerciales fortement responsables aux plans écologique et social. En Suisse, notre empreinte écologique actuelle est trois fois plus élevée que ce qu'il faudrait. La croissance des inégalités économiques, les centaines de millions de réfugiés climatiques annoncés si nous ne baissions pas drastiquement les émissions de CO₂, la croissance du chômage et de l'exclusion, auront raison de notre cohésion sociale.

L'ESS n'est pas une recette idéologique

Ainsi la question n'est pas de savoir s'il faut changer nos modes de production et de consommation, mais vers quoi aller et à quelle échéance ? Depuis les débuts de l'industrialisation, des femmes et des hommes se sont engagés à montrer que nous ne sommes pas condamnés à une économie « sauvage ». Il est possible de construire de l'habitat durable, de proposer des services financiers éthiques, de produire des aliments sans impact sur l'environnement, etc., au sein d'entreprises qui traitent humainement leurs collaborateurs et qui se préoccupent des enjeux écologiques.

Après les premières expériences coopératives nées au 19^e siècle déjà, de très nombreuses initiatives ont vu le jour depuis les années 80, à Genève et dans la région. Cette richesse d'expériences, portées par des milliers de citoyens et de professionnels engagés dans

Editorial



L'économie sociale et solidaire connaît-elle les frontières ? Doit-elle se calfeutrer dans un espace borné ou doit-elle s'affranchir de ces démarcations ? Les premières rencontres transfrontalières sont là pour rappeler qu'il serait souhaitable qu'elle les ignore pour mieux promouvoir sa philosophie et sa logique.

Le territoire franco-valdo-genevois a besoin de ces projets innovants car ils délivrent des messages de proximité et d'intégration de plus en plus souhaités par les citoyens. Peut-être plus sensibilisés grâce au développement des outils d'information et des réseaux sociaux, ces citoyens plébiscitent les principes d'une production et d'une consommation responsables.

Désormais considérées comme « sérieuses », les valeurs de l'ESS sont simples, comme le souci de valoriser les richesses et les ressources locales, ou encore la prise en considération de tous les acteurs.

En proposant de positiver l'économie, il ne s'agit pas d'opposer des pensées et des fonctionnements différents mais bien de suggérer des chemins de traverse, séduisants et surtout efficaces.

Je me réjouis que la proposition venue de l'État ait permis la tenue de cette journée de rencontres et d'échanges. Les acteurs majeurs de la région, à l'instar d'Après-GE, Après-VD, la région Rhône-Alpes et la région Franche-Comté auront tous à cœur d'encourager l'économie sociale et solidaire avec le même objectif : promouvoir une prospérité durable et pour tous.

Pierre-François Unger

Président du Conseil d'État et conseiller d'État en charge du Département des affaires régionales, de l'économie et de la santé de Genève

Sommaire:

Page 1 : Editorial

Page 2 : Article de C. Dunand

Page 3 : Article de M. Pluss

Pages 4-5 : La parole au réseau

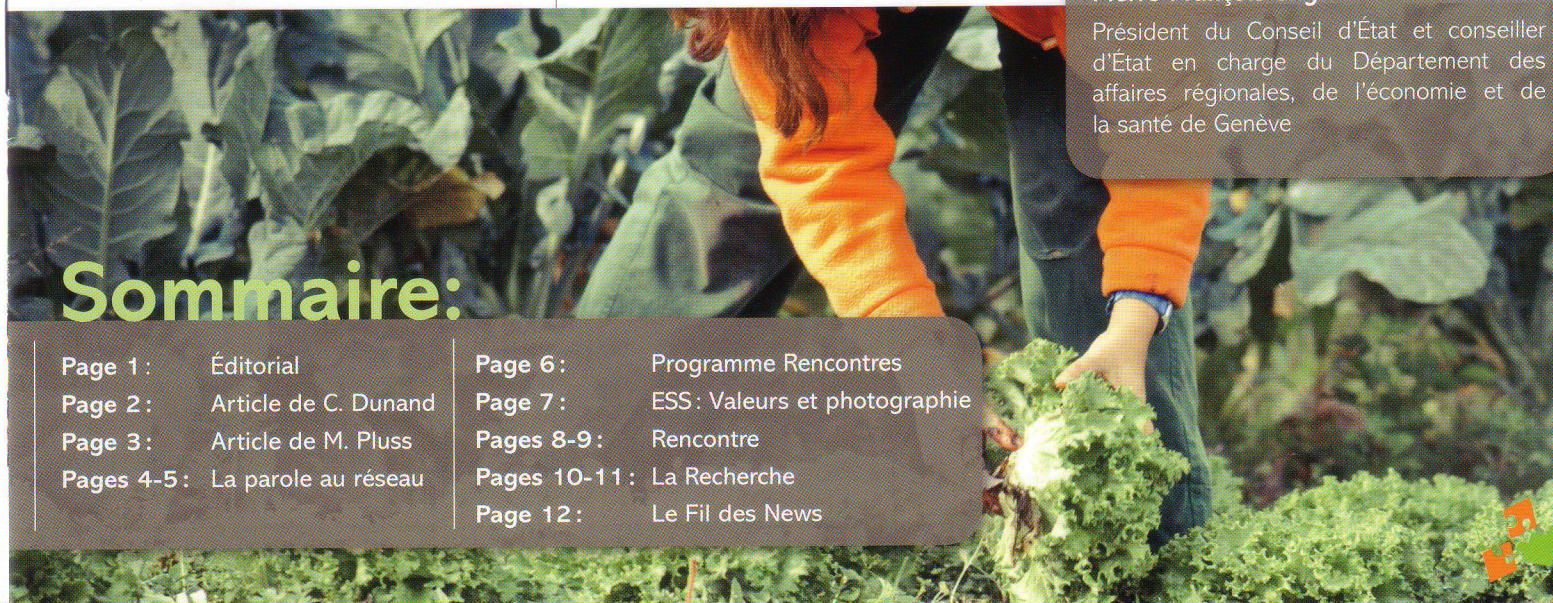
Page 6 : Programme Rencontres

Page 7 : ESS : Valeurs et photographie

Pages 8-9 : Rencontre

Pages 10-11 : La Recherche

Page 12 : Le Fil des News



une vision écologique et sociale de l'économie, ouvre la voie vers un avenir soutenable.

Contrairement à ce que certains pensent, ou aimeraient penser, l'ESS n'est pas la « voiture balai » de l'économie actuelle. Les entreprises sociales comme Trajets et Réalise appartiennent à une famille de l'ESS engagée auprès des personnes en difficulté face au marché de l'emploi. En trouvant des solutions à court terme pour leurs bénéficiaires, elles font aussi la démonstration qu'en adaptant le travail, chacune et chacun peut trouver une place convenable. C'est la preuve que produire et inclure ne sont pas incompatibles à long terme.

L'ESS n'est pas une nouvelle recette idéologique. Devenir raisonnable n'est ni de gauche, ni de droite. L'ESS n'est pas non plus une révolution, mais une résolution : construire pas à pas une autre économie, ancrée dans la réalité locale, qui permette d'éviter de gros problèmes écologiques et sociaux à l'avenir.

Pour cela il faut se connaître, échanger, coopérer, inventer ensemble, s'unir, découvrir les bonnes pratiques et en faire émerger de nouvelles. C'est le but des rencontres transfrontalières du 17 novembre prochain à Genève.

La crise économique européenne, à laquelle nous ne pourrions pas échapper longtemps, est une opportunité pour développer les expériences positives de l'ESS. La construction des coopératives d'habitation, le développement de l'agriculture de proximité, l'extension du tourisme régional, les services financiers éthiques, les projets de mobilité douce, sont quelques exemples. L'ESS est le « poisson-pilote » d'une autre économie. En coopération étroite avec les PME responsables, engagées dans la vraie économie locale, elle doit s'inscrire d'entrée de jeu dans la perspective régionale de ces rencontres.

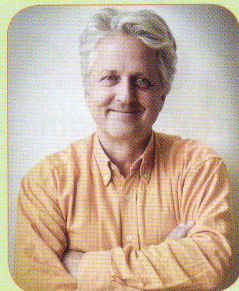
La question du développement de l'ESS se révèle capable de fédérer des acteurs du « Grand Genève », alors que les questions d'aménagement du territoire, de création d'emploi et de construction de logement sont sources de grandes tensions. N'est-ce pas la vision globale et à long terme des acteurs de l'ESS, ainsi que leur pragmatisme qui le permet ?

Christophe Dunand

Directeur de Réalise, entreprise sociale d'insertion par l'économie

Chargé de cours à la Haute École de Gestion de Genève
Co-fondateur d'Après-GE, Chambre genevoise de l'ESS

L'économie doit se réformer... le social aussi !



Nous vivons une époque de profondes mutations : un monde de la finance exsangue, des modèles capitalistes orientés uniquement vers le profit en perte de sens et d'éthique, des visions collectivistes ou anti-marché en fin de cycles.

Parallèlement, nous observons un modèle social en pleine mue, qui doit intégrer les contraintes économiques, l'efficacité des liens tissés entre les membres de la société et les contractions/évolutions du marché de l'emploi.

Chaos ou renaissance ?

Toutes les hypothèses sont possibles.

Aujourd'hui, les opportunités de réflexions sur les nouveaux modèles politiques s'ouvrent à toute vitesse et les vieux dogmes s'épuisent enfin...

Il n'y a plus grand monde aujourd'hui (à part quelques hommes politiques et quelques banquiers) pour penser que le monde de la finance peut s'auto-réguler et que le profit seul mène tout naturellement au bonheur des hommes !

Dans cette optique créative, l'économie sociale et solidaire (ESS) est un incubateur d'idées neuves. Elle propose de restituer comme premières priorités à l'économie le bien-être commun et le service aux citoyens.

Cette démarche interroge les entreprises sur leur responsabilité dans l'organisation de la société et leur impact sur la paix et le lien sociaux.

Mais à mon sens, dans le même mouvement, elle interroge réciproquement les acteurs sociaux sur les modèles d'intégration qu'ils proposent : si l'on s'accorde sur le fait d'aller vers un « capitalisme à visage humain », on peut également questionner la pertinence de développer un modèle de « social entrepreneurial ».

Prenons l'exemple des entreprises sociales : au carrefour du social et de l'entreprise, du développement local et des dynamiques d'insertion, elles sont au cœur de l'ESS, et ce pour trois (bonnes) raisons :

- Leur finalité d'intégration les met au cœur du développement local et des actions de la cité.
- Leur statut d'organisation sans but lucratif (pour la majorité), couplé à leur mode de financement mixte public/production, les a poussées tôt à s'interroger sur leur propre modèle économique.
- Leur rôle, par essence social, leur impose d'être un modèle de responsabilité sociale de l'entreprise, dont les buts sont axés vers l'humain et la minimisation des impacts environnementaux.

Parmi elles, certaines sont actives dans l'insertion de personnes exclues du monde du travail sur un plus ou moins long terme. Elles voient au quotidien la difficulté des gens marginalisés et les problématiques d'insertion grandissantes. Elles constatent le paradoxe de vivre dans une société ouverte, favorable aux échanges et dans le même temps excluante.

Excluante par la pression permanente à la productivité que subissent les entreprises elles-mêmes, et qui a fait disparaître les «petites mains»: la Suisse est aujourd'hui en tête de la productivité mondiale, ce dont on se réjouit, mais avec l'effet collatéral de laisser au bord de la route les moins productifs.

Excluante encore par la hausse des niveaux de formation (notamment du niveau CFC), la pression à la formation et les exigences élevées des entreprises. Ainsi, l'accès au premier emploi est-il rendu ardu et le maintien en emploi de personnes en difficulté (problèmes d'alcool, de ruptures ou de deuil mal digérés, etc.) plus hasardeux pour les entreprises de secteurs concurrentiels. Du coup, dès qu'une personne a une productivité ou une présence durablement inférieure à son niveau de salaire, elle court le risque d'être mise à l'écart.

Les entreprises sociales sont donc obligées de pallier l'impact de ces contraintes et d'inventer de nouveaux modes d'intégration et des niches d'activités commerciales. Car, hormis pour les populations sévèrement handicapées, l'«occupationnel» est insuffisant pour entraîner des dynamiques «insertives».

Un social «entrepreneurial»: la fin d'une vision caritative

Pour favoriser le retour en emploi, les institutions sociales doivent se rapprocher des PME, non seulement en tissant des liens privilégiés via des stages par exemple, mais aussi en se rapprochant de leur modèle de travail.

C'est pour cela que les modèles entrepreneuriaux sont plus «en phase» et plus à même de préparer les demandeurs au retour vers le marché de l'emploi, par la dynamique même de l'entreprise, qui les prépare à la réalité.

Si l'entreprise sociale adapte l'environnement du poste de travail, elle doit également adapter en retour son fonctionnement à cet environnement.

Il ne s'agit plus là d'une vision caritative de l'approche des personnes marginalisées, mais d'une vision dynamique, orientée vers la réhabilitation, par l'insertion professionnelle et sociale.

Cela suppose d'inventer de nouvelles pratiques d'accompagnement et de nouvelles modalités d'organisation: sortir du fonctionnement «institutionnel» pour une gestion plus orientée sur l'efficacité et l'évaluation de l'impact de la prestation. Le travail sur les compétences humaines et le soutien psychosocial n'empêche nullement l'évaluation des approches proposées...

En résumé, si l'économie - et particulièrement la finance - doit changer, ne serait-ce que pour assurer sa propre survie, le social doit également évoluer vers des approches plus intégratives, notamment sous des formes contractuelles.

L'approche contractuelle pose l'usager comme réel partenaire de sa trajectoire, favorisant ainsi son auto-détermination et son «empowerment».

La dignité, c'est d'avoir, bien sûr, le minimum pour vivre, mais c'est aussi d'être confronté à ses possibles, à ses potentiels, et de bâtir sur ces éléments une valorisation durable.

Les changements au niveau de l'Assurance invalidité, ainsi que les nouvelles lois sur le chômage et sur l'assistance, traduisent cette conviction qu'une approche volontariste et responsabilisante des personnes marginalisées concourt à leur rendre cette dignité, facteur clé d'une restauration de l'estime de soi.

A mon sens, la révolution est certainement autant «copernicienne» pour l'économie que pour le social. Et le fourmillement de l'ESS sera créatif pour chacun, en tendant à redonner une cohérence entre ces deux pôles, trop souvent opposés depuis des décennies.

Michel Pluss

Directeur général de Trajets

Président de la Chambre de l'économie sociale et solidaire

